



Solidarité internationale pour combattre la crise

Intervention de Vasco Pedrina, secrétaire national Unia, Vice-président de l'IBB (Fédération internationale du bâtiment et du bois) au 1^{er} mai 2009 à Le Locle

«Associazione a delinquere», comme on dit en italien, une association de délinquants! C'est bien le terme approprié pour désigner les dirigeants des grandes banques à la Ospel et les grands spéculateurs à la Madof qui, à partir de la Mecque du néo-libéralisme mondial, Wall Street, ont mené l'économie mondiale au bord du gouffre. L'ampleur du désastre est immense et nous n'avons pas encore tout vu, car la crise financière n'a fait que commencer de se répercuter sur l'économie réelle, sur le marché de l'emploi, sur la vie des gens. Et bien que nous continuions de répéter à raison que ce n'est pas notre crise et que ce n'est donc pas aux salariés de payer une facture de plus en plus exorbitante, les premières victimes des agissements criminels de la clique des capitalistes, des spéculateurs ainsi que des politiciens et idéologues à leurs bottes, ce sont bien des millions de salariés de par le monde, qui perdent leur emploi, leur pouvoir d'achat, leur habitation, leurs perspectives de vie.

L'OIT estime à 50 millions le nombre de chômeurs supplémentaires causés par cette crise d'ici à fin 2010. Au lieu d'aller vers l'objectif visé en 10 ans par l'ONU de réduire de moitié les personnes touchées par la famine, leur nombre est désormais à nouveau en augmentation. Même des pays de la riche Europe, comme l'Islande, l'Irlande, la Lituanie ou la Hongrie sont au bord de la banqueroute. Et qui aurait osé prédire au 1^{er} Mai de l'année passée qu'en Suisse la plus grande banque du pays serait devenue une menace terrible pour toute notre économie nationale!

Depuis combien de 1^{er} Mai avons-nous dénoncé les revenus mirobolants des managers et des spéculateurs, combien de fois nous sommes-nous érigés contre l'écart croissant entre le revenu mirobolant d'un Vasella et celui de ses employés de Novartis, entre les hauts et les bas salaires? Comment pouvait-on croire sérieusement que l'on puisse à la longue compenser le pouvoir d'achat stagnant, voire baissant des travailleurs par la pompe à crédit? Plus cela durait et plus le réveil aurait été brutal. C'est ce qui s'est passé devant nos yeux en commençant là où est le cœur du «capitalisme-casino», les Etats-Unis!

Les oracles du néo-libéralisme nous ont, depuis Reagan et Tatcher, lavé les cerveaux avec leurs slogans «le marché est la seule vérité» ou «Moins d'Etat – Plus de libertés». Pour ces préceptes, il fallait tout soumettre à la logique du profit, il fallait déréglementer le marché du travail et abolir toutes les protections des salariés, il fallait tout privatiser, même les chemins de fer, même l'AVS (selon Blocher et Ebner), remettre en cause notre sécurité sociale et accepter fatalement les pires injustices. Car le marché était le nouveau Dieu, le nouveau Sauveteur! S'y soumettre aurait à coup sûr assuré un avenir économique radieux à l'économie mondiale, voilà la fable! Il a fallu presque 30 ans pour que cette monumentale tricherie soit démasquée. La faillite de l'idéologie «tout au marché, tout au profit» est désormais sous les yeux de tout le monde, après l'explosion de la gigantesque bulle spéculative et son «Tsunami».

Il est vraiment temps d'en finir, il est vraiment temps pour un changement de cap radical, si on ne veut pas que ce système destructif ne mette à genou la planète entière.

Il est temps d'affirmer haut et fort que ce qui doit guider l'économie et la politique ce n'est plus la logique du marché sans règles, du profit sans bornes, de l'égoïsme et de la prévarication. Il est temps d'imposer que ce qui doit les guider ce sont les principes de la solidarité, de la justice sociale, d'une vie dans la dignité pour tous/tes, du bien commun et de services publics de qualité pour cela, du respect de l'environnement, d'une vraie démocratie aussi dans les entreprises. Bref, il s'agit des valeurs du 1. Mai depuis toujours! Le travail doit enfin avoir la prééminence sur le capital! Voilà ce qu'il faut dire aujourd'hui, voilà à quoi nous devons œuvrer avec toutes nos forces dans la solidarité internationale.

Un grand nombre de gouvernements nationaux, avec à leur tête celui américain d'Obama, s'activent avec des plans de sauvetage faramineux des banques et des plans de relance milliardaires. Même si ces interventions ne s'attaquent pas aux racines des problèmes, ils montrent quand même que ces gouvernements commencent à prendre la mesure de l'ampleur de la crise. Et en Suisse qu'en est-il? Il n'y a bientôt plus que le gouvernement suisse pour accorder à ses banques des milliards sans conditions et pour empêcher tout plan de relance qui mérite son nom! Même le G20 ou l'UE, avec le FMI, la BM, les Banques centrales y mettent du leur avec plus ou moins de consistance, en révisant leur discours néolibéral. Mais on y voit déjà leur dessein : tenter de sauver les meubles, stabiliser le système pour pouvoir repartir de plus belle comme avant à la sortie de cette crise.

Certes, des mesures de soulagement à court terme du marché du travail, tels qu'un meilleur accès au chômage partiel, à la reconversion professionnelle ou une garantie pour les apprentis sortant d'apprentissage, en Suisse comme ailleurs, il les faut urgemment. Certes des programmes anticycliques sont plus que nécessaires, pour stabiliser l'emploi, pour renforcer le pouvoir d'achat et pour mettre un stop aux mesures de démantèlement des assurances sociales. C'est pourquoi, contre l'opposition de la droite, nous devons imposer notre programme syndical d'au moins 5 Mia de francs à investir dans les infrastructures et la promotion de technologies nouvelles, afin d'accélérer la reconversion écologique. C'est pourquoi, après le succès syndical de la récolte record de signatures contre le vol de 10% des rentes de la prévoyance professionnelle, nous devons tout faire ces prochains mois pour gagner la votation.

Mais si nous voulons vraiment éviter de revenir à la case départ d'une 2^e ère néolibérale, cela ne suffira pas. Non, le mouvement syndical international, toutes les forces progressistes doivent tout faire pour qu'on ne revienne plus jamais au statu quo ante, faute de quoi la prochaine chute sera encore plus brutale! Non, nous ne pouvons pas nous contenter de mesures de soulagement immédiates du marché du travail. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter de paquets de relance économique, au moment où mêmes les plus réactionnaires parmi les capitalistes et les plus bandits parmi les spéculateurs, pour sauver leur peau, se déclarent d'un coup supporteurs des méthodes de soutien à la consommation de Keynes, qu'ils ont dénigré jusqu'à hier. Encore faut-il s'attaquer aux tares du système capitaliste, il faut œuvrer pour imposer de véritables réformes structurelles. Et de telles réformes n'ont véritablement de prise que si elles s'appliquent au niveau international, que ce soit au niveau mondial ou dans les grands espaces politiques tels que l'UE. En vue du sommet du G20 à Londres du début avril passé, la Confédération syndicale internationale (CSI) et les Global Unions ont présenté une stratégie pour construire une économie mondiale enfin plus équitable et plus durables comprenant 5 points :

- la mise en place d'un plan de relance et de croissance durable, international et coordonné
- la nationalisation des banques insolvables et l'adoption d'une nouvelle réglementation stricte des marchés financiers
- des mesures pour combattre le risque de déflation salariale et pour combler une décennie de creusement des inégalités, e.a. en plafonnant les revenus des managers
- un plan ambitieux contre le changement climatique
- une réforme profonde des institutions financières, économiques et sociales, telles que l'OIT, le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale pour permettre d'instaurer une gouvernance mondiale non plus au service du capital, mais bien au service du monde du travail et de la population toute entière.

A ce paquet, nous devons encore ajouter la lutte pour les droits démocratiques et syndicaux sur les lieux de travail, comme condition pour la réalisation de notre objectif fondamental : «Decent Work – For a Decent Life» partout dans le monde. Dans tout ce que nous préconisons, dans toute notre action, nous devons nous faire guider par l'idée que seul le primat des besoins sociaux et sociétaux face à la logique du marché est générateur de justice sociale.

La crise du système est telle que le terrain pour la réalisation d'un tel changement de cap n'a jamais été aussi favorable.

Mais il ne faut guère se faire d'illusions : sans une mobilisation massive sur la durée des travailleurs et travailleuses, notamment dans les Pays de l'hémisphère Nord, où les syndicats ont leur plus grande force, nous ne parviendrons pas au but. C'est pourquoi, il importe aujourd'hui de tout faire pour renforcer la solidarité syndicale internationale : ce 1^{er} Mai, né il y a 119 ans de cette solidarité, est une bonne occasion pour le rappeler. Cette solidarité doit commencer par s'exercer quotidiennement dans des projets de coopération concrets, comme ceux d'Unia avec les syndicats sud-africains pour renforcer le degré d'organisation syndicale sur les chantiers des mondiaux de football de 2010 ou encore avec les syndicats de Pologne et d'Ukraine en vue de l'EURO 2012 pour lutter contre le dumping social et harmoniser vers le haut les salaires et les conditions de travail en Europe.

Cette solidarité doit se manifester dans 15 jours avec notre participation active aux grandes manifestations européennes organisées par la Confédération européenne des syndicats à Bruxelles, Berlin, Prague et Madrid sous le slogan «Combattre la crise – Priorité aux citoyens!» et «Pour un nouveau Deal social en Europe». Avec nos camarades européens, nous devons massivement dire NON aux récents jugements scandaleux de la Cour européenne de Justice remettant en cause les droits syndicaux et le droit de grève, nous devons barrer la route au nouveau droit accordé aux entreprises, par ex. en Allemagne grâce au jugement Ruffert, de payer des salaires polonais et non plus des salaires allemands aux travailleurs migrants.

Le monde a besoin d'un changement radical, le monde est prêt pour ce changement de cap. Nous devons pousser avec toutes nos forces à ce changement au cœur même du monstre capitaliste. De même que le font actuellement nos collègues syndicalistes américains, qui luttent – avec l'appui de Barak Obama – pour enfin faire passer au Congrès une **loi pour le libre choix du salarié (Employee Free Choice Act)**. Cette loi rétablirait enfin les droits des travailleurs américains de constituer des syndicats et de négocier avec les employeurs pour améliorer leurs conditions de travail.

A l'ère de la globalisation capitaliste, à l'ère d'une crise mondiale presque sans précédents, seul une solidarité internationale renforcée et très active de tous les syndicats, de tous les mouvements sociaux, de toutes les forces progressistes réussira à imposer le changement de cap nécessaire

pour éviter la barbarie. Le 1^{er} Mai est là pour nous le rappeler et pour nous secouer. Au milieu d'une crise vraiment planétaire, il y a une grande opportunité à saisir, celle d'un changement de système et d'échelle de valeurs. L'avenir dépend de chacun de nous, de l'engagement que nous sommes prêts à y mettre!